

NA DOUE NA MESTR !

bulletin anarcho-indépendantiste * 08

Feuille gratuite de DISU! (Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire)

solidarité avec les peuples d'Afrique du nord !

Si les pays dits « en voie de développement » en général souffrent de maux graves, les pays d'Afrique du nord en sont particulièrement touchés. Les révoltes récentes en Tunisie, Algérie et Égypte sont l'expression du ras-le-bol d'une jeunesse nombreuse et méprisée. La paupérisation de ces peuples, accentuée par la hausse des prix des produits alimentaires (phénomène dont la politique agricole mondiale, imposée par les grandes puissances, est grandement responsable), la présence d'États mafieux et autoritaires, l'emprise d'intérêts étrangers, par la présence militaire néo-coloniale ou les grandes entreprises françaises notamment... tout cela constitue une étreinte perpétuelle qui a suscité depuis plusieurs années des mouvements de révoltes similaires (notamment en 2008, à Gafsa).

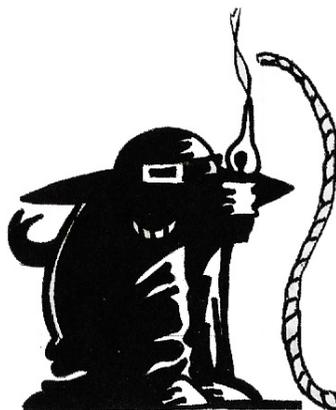


On a pu faire semblant de découvrir récemment que l'État français trempait sans complexe dans la collaboration avec le régime dictatorial de Ben Ali, allant jusqu'à proposer, il y a quelques semaines de cela, l'aide de la flicaille française pour mater les rebelles tunisiens et algériens (Alliot-Marie le 12 janvier). En bref, cela serait proposer de l'aide à des policiers qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles et se comportent en véritables milices des partis d'État.

Du côté des insurgés, pour beaucoup jeunes et inorganisés, le danger est également la récupération politique. Il y a en effet mieux à demander qu'un changement de régime, alors que les anciennes puissances coloniales continueront de toutes façons à exiger des États Algérien, Tunisien et Égyptien de leur servir leur « espace vital », avec toute la pacification nécessaire de la population... Il est bien évident que – sans relâcher la pression sur les pouvoirs en place (ce que les têtes bien pensantes aiment à dénoncer parce que « violente ») – il serait opportun de s'organiser, de façon non hiérarchique, autogestionnaire en un mot, pour créer un rapport de force durable, plus propice à imposer aux puissants des avancées sociales vitales à la survie de ces peuples. Il est en effet temps, par exemple, d'expérimenter l'effet de la grève générale sur les possédants locaux et coloniaux. À ces considérations sociales, il serait dommage de ne pas ajouter les dimensions culturelles, identitaires et linguistiques qui se manifestent par la lutte des Kabyles dans ces États violents.

Kengred get tout ar pobloù gwaskennet !

...



non a la video-surveillance a saint-brieuc !

Depuis la mi-décembre, la municipalité a mis en place un dispositif de 11 caméras de vidéosurveillance dans le centre-ville de Saint-Brieuc. Si elle se garde d'en faire un usage abusif pour l'instant, elle s'inscrit malgré tout dans une pratique généralisée de contrôle permanent de la rue, en adéquation avec les politiques actuelles du gouvernement. Ce dernier a décidé ces dernières années de multiplier le nombre de caméras, dans ses différentes lois de sécurité intérieure comme récemment la loi Loppsi 2.

Pourtant, la vidéosurveillance, rebaptisée depuis peu vidéoprotection pour qu'on puisse mieux l'accepter, connaît des résultats controversés : les pays comme l'Angleterre qui en ont fait un usage systématique, n'ont pas noté de baisse significative des actes dits de délinquance, au vu des dépenses engagées pour leur installation. Même si, dans la logique de la politique du chiffre, leur mise en place va détecter davantage de « délits » et augmenter les statistiques !

Si aujourd'hui nous acceptons par notre silence la mise en place de ces pratiques, demain la porte sera ouverte à leur généralisation et ça n'est pas 11 caméras mais le double ou le triple qu'on va nous imposer. L'intrusion dans l'espace public de ces caméras vient prolonger ce qui se passe déjà dans le domaine privé, où de nombreuses entreprises, magasins les utilisent, toujours pour mieux protéger ceux qui possèdent et aseptiser les centre-villes. Et ce sont nos engagements, nos rassemblements qui en feront les frais aussi.



BIG BROTHER IS WATCHING YOU

C'est en effet un moyen, à des fins électorales, de répondre aux aspirations de certains acteurs sociaux-économiques car il s'agit bien d'un contrôle social, de l'application d'un fantôme sécuritaire à chaque coin de rue qui sert ceux

qui ont le pouvoir économique et politique, pas d'une solution pour l'intérêt commun. Car encore une fois, en matière d'« insécurité », est-ce celle prétendue de la rue ou celle des entreprises qui licencient, des inégalités sociales, qui nous inquiète le plus ? Tout est question de communication...

Rappelons pour les nouveaux partisans de la vidéosurveillance que les pionniers en la matière ne sont autres que les Balkany, Anselin* et autres Pasqua : qu'ils aillent, avec leurs caméras, rejoindre les poubelles de l'Histoire !

*Paul Anselin, maire de Ploërmel jusqu'à 2008, a été connu entre autres pour avoir mis en place un système de vidéosurveillance démesuré dans sa localité de 9000 habitants en 2006.

skol-veur poblek e naoned

A-c'houde miz here 2009, ar CNT Naoned en doa kroget get aozñ ur skol-veur poblek. Nompas ur skol-veur e-menn tout an dud a c'hella donet (gant 15 euroioù...) evit selaouiñ doc'h prezegennoù torr-revr, met ur skol-veur poblek e-menn e vez prederiet a-ziâr ar zeskadurezh a beb eil, en ur mod gober, en ur torriñ ar renkadurezh etre ar mestr hag ar skoliad. Mesket e vez traoù pleustrek ha lennek, get bepred ur pal : sevel ar labourizion en ur feson emveret, e memes soñj Boursoù ar Labour.

Er roll labour : reuziadoù gwir ar labour, istoer an arz, stalioù labour skriviñ, kentelioù stlenn, hag 'rall. A-c'houde miz gwenholo 2010, digoret eo aozñ an traoù ar tud n'int ket er CNT. Tout an dud a c'hella kemer pezh, kinnigiñ.

Evit gouiet muioc'h : interco44@cnt-f.org.

Ar lec'hienn : <http://univpopnantes.cnt-f.org>



notre-dame en lutte

40 années. Ça fait maintenant 40 ans qu'on nous irrite les tympans avec le projet d'aéroport de Notre-Dame des landes. Projet défendu par le parti socialiste de Jean-Marc Ayrault et par l'élite politique et économique locale. Que ce soit à grand coups de communication visuelle, de conférences où d'articles dans la presse officielle et bourgeoise, on ne peut plus aujourd'hui échapper à la propagande de Nantes Métropole et de son aéroport.

Un aéroport HQE (Haute Qualité Environnementale) à « énergie positive », c'est-à-dire qui produira paraît-il plus d'énergie qu'il n'en consommera, des éco-quartier à l'architecture aseptisée adéquate à la consommation et au contrôle, un centre-ville réservé à la bourgeoisie et un pouvoir policier toujours plus étendu (caméras du tramway visionnables en direct depuis le commissariat, police municipale bientôt armée à feu, extension des radars...). C'est dans ce contexte morbide que se développe la métropole. Les politiques urbanistiques ont déjà permis à Nantes et à ses dirigeants d'avaler les villes périphériques. Eh oui, on ne dit plus ville mais métropole! C'est pratique et ça nous épargne désormais la prononciation de Orvault, St-Herblain, Rezé, Bouguenais, Carquefou, St-Sébastien-sur-Loire, La Chapelle sur Erdre, Vertou et la vingtaine d'autres communes englouties. Mais la zone d'influence de notre cher Ayrault ne semble pas encore assez

vaste. D'où la relance du projet d'aéroport et du barreau routier lié à ce dernier sur le site de la ZAD (Zone d'Aménagement Différé ou Zone A Défendue, c'est selon). Sur place, il faut une sacrée force d'imagination pour voir un aéroport international de deux

pistes, une 4x4 voix reliant la Nantes/Rennes et la Nantes/Vannes et tous les hôtels et infrastructures qui vont avec sur cette zone bocagère englobant des terres de 5 communes.



Historique des occupations

Tout commence en 2007 quand les associations qui luttent contre l'aéroport cherchent des personnes pour occuper les maisons abandonnées, et souvent endommagées, par le Conseil Général où l'aviation civile (DGAC). Le Rosier est la première habitation occupée. Non sans mal car la mairie, gestionnaire du lieu, tergiverse puis refuse la proposition de bail des occupant-e-s.

A l'issue du Camp Action Climat organisé en août 2009, (campement sur une base autogérée en vue d'actions directes), des habitant-e-s du coin lancent un « appel à occuper la ZAD pour lutter contre l'aéroport ». Durant cette semaine, des discussions sur les formes de lutte débouchent sur des rencontres. Une équipe se forme et décide de rester et d'occuper une nouvelle maison. La Gaieté est ouverte.

À partir d'octobre 2009, le terrain du lieu dit des « Planchettes » est occupé à son tour, puis au cours des mois qui suivent une maison et un autre terrain. À partir de cette période, le nombre de lieux occupés croît de façon très appréciable : au jour d'aujourd'hui on dénombre pas moins d'une quinzaine de lieux squattés.

Actuellement, on voit poindre un projet d'occupation agricole de type Reclaim The Fields, qui viserait à cultiver les parcelles. D'autres projets ont été menés à terme : fournis, cantine, bibliothèque, gîte, atelier vélo, etc. Les initiatives ne manquent pas sur place !



proces de la zad

Procès 1 : la résistance aux forages de 2009 a conduit deux personnes en GAV et en procès pour vol de terre et refus de prélèvement ADN. Sentence : 4 mois de prisons avec sursis. Ils ont fait appel de la décision. La séance aura lieu à Rennes le 28 mars.

Procès 2 : suite à l'entartage de Claude Bricot, responsable au Conseil Général du foncier pour l'aéroport, 7 personnes ont été convoquées au tribunal de grande instance de Nantes en octobre mais l'audience est reporté au 6 avril 2011.

Procès 3 : les anciens et anciennes du lieu occupé le Rosier poursuivent Presse-Océan pour diffamation suite à l'article (de source policière) paru en août 2009 concernant le pillage du super U de Vigneux pendant le Camp Action Climat.

merk bretagne ? berk !

En cette fin de janvier 2011, la région Bretagne, à la pointe du « progrès » communicant a annoncé, en grandes pompes à Rennes, le résultat d'une étude marketing à 250 000 euros : la marque Bretagne. La preuve est sûrement faite qu'on n'avait sûrement pas tort d'avoir peur des récupérations mercantiles à tout va de nos cultures et identités. Il n'est pas dit s'il faudra à présent payer des droits à la région pour utiliser le mot « Bretagne ». Quoi qu'il en soit, l'utilité annoncée de ce logo moche (un B et trois lignes grises dans un cercle blanc) serait de dynamiser économiquement la Bretagne, en bref, attirer des investisseurs.

Apparemment, personne à la région ne s'est demandé si, au lieu de racoler les industriels friands de bons bretons à exploiter, les fonds alloués à cette opération démente n'auraient pas pu être utilisés par ceux qui en ont vraiment besoin, l'éducation des milieux populaires, un coup de pouce au breton et au gallo, ou que sais-je d'autre...

À noter également, le livret (de 888 pages) produit à l'occasion, « Portrait de Bretagne » où l'on peut découvrir, au fil des pages, un condensé de la vision de la Bretagne par le boboïde parisien moyen. Là dedans, la politique n'est pas oubliée, on est cependant surpris par la publicité qui y est faite pour un certain parti a-tu dehou pellañ, sous couvert sans doute d'une neutralité apolitique bienveillante. Enfin... la neutralité n'empêche pas de tourner en dérision l'indépendantisme par ailleurs, mais n'allons pas jusqu'à faire de l'anti-fascisme !

En bref, une démarche bien dans la ligne de l'Europe des régions néo-libérale et capitaliste, un projet dont on se passerait bien.

DISUJ! (Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire) rassemble actuellement plusieurs groupes en Bretagne : Huch! à Rennes, Treger Disuj dans le Trégor, Kailh Du à Lorient, Strollad Lochu à Brest ainsi que des individus. Cette Coordination est née de la volonté d'associer les luttes libertaires aux luttes d'émancipation culturelles et politiques en Bretagne.

La Coordination entend œuvrer pour une société basée sur la démocratie directe, l'autogestion, la répartition équitable des richesses, le droit des peuples à disposer librement de leurs langues et cultures...

contact :

DISUJ! - CBIL : cbil@no-log.org
www.cbil.lautre.net
CBIL BP 70402, 22200 Gwengamp

